HAL
open science

DE QUELQUES PROBLEMES DE LA REFORME DE LA COMPTABILITE BANCAIRE EN RUSSIE / SOME PROBLEMS ABOUT THE TRANSFORMATION OF BANKING ACCOUNTING IN RUSSIA

Monique A. Meyer

To cite this version:

Monique A. Meyer. DE QUELQUES PROBLEMES DE LA REFORME DE LA COMPTABILITE BANCAIRE EN RUSSIE / SOME PROBLEMS ABOUT THE TRANSFORMATION OF BANKING ACCOUNTING IN RUSSIA. Modèles d'organisation et modèles comptables, May 1995, France. pp.cd-rom. hal-00818670

HAL Id: hal-00818670

https://hal.science/hal-00818670

Submitted on 19 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DE QUELQUES PROBLEMES DE LA REFORME DE LA COMPTABILITE BANCAIRE EN RUSSIE

SOME PROBLEMS ABOUT THE TRANSFORMATION OF BANKING ACCOUNTING IN RUSSIA

Monique A. Meyer
Professeur Université, Expert-comptable

MOTS CLES (français): comptabilité bancaire, Russie, banques, crédit, monnaie

MOTS CLES (anglais): banking accounting, Russia, banks, credit, money

RESUME (français):

Avec le passage à l'économie de marché le rôle de la monnaie et des banques a été radicalement transformé en Russie et a exigé que la comptabilité russe le soit. Pour l'instant les banques russes utilisent encore le plan comptable soviétique de 1989 remanié pour tenir compte des nécessités nouvelles. Parmi les projets de plan il semble que la version de la CEE, établie à partir de travaux du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, ait des chances d'aboutir. Par delà le cadre comptable, les principales difficultés semblent liées à l'application des principes internationaux, souvent en opposition radicale avec les pratiques antérieures et, au fait que maintes opérations soit étaient totalement inconnues, soit ont changé de nature.

Les conditions dans lesquelles se trouve la Russie sont peu propices à l'introduction de mécanismes nouveaux. Cependant, l'adoption d'un nouveau plan comptable apparaît comme une condition d'accès aux marchés internationaux et à l'intervention des banques russes à l'étranger.

RESUME (anglais):

The transition to market economy involved a radical change of the role of money and banking in Russia and impels the transformation of Russian accounting. For the moment Russian banks go on using the Soviet chart of accounts of 1989, modified so that it may cope with the new needs. Among various projects it would seem that the chart set up by the EEC on the basis of previous studies of the International Monetary Fund and World Bank has a fairly good probability to be adopted. Beyond the list of accounts the main problems are linked to the implementation of international standards and principles, which frequently stand in straight opposition with previous proceedings, and to the fact that many operations did not exist or had a quite different meaning in Soviet economy.

The present Russian situation is not suitable for the introduction of new mechanisms. Nevertheless the adoption of a new chart of accounts and international standards is one among the conditions Russia must comply with to become an effective participant on international financial markets and to permit Russian banks making operations abroad.

DE QUELQUES PROBLEMES DE LA REFORME DE LA COMPTABILITE BANCAIRE EN RUSSIE

par
Monique A. Meyer

Avec le passage à l'économie de marché le rôle de la monnaie et des banques a été radicalement transformé en Russie. Traduisant les relations économiques la comptabilité russe a dû se transformer. Pour l'instant les banques russes utilisent le plan soviétique de 1989 remanié afin de pouvoir satisfaire les nécessités nouvelles. Contrairement à son homologue le plan comptable des entreprises, le plan soviétique des banques comprenait des comptes de charges et de produits, bien que partiellement mêlés à d'autres et sans constituer des classes distinctes. Mais comme lui, il traduisait l'application de la théorie marxiste au niveau des concepts économiques et de l'organisation de la société. Il exprimait, en même temps qu'il s'efforçait de faire respecter, le rôle très particulier de la monnaie, du crédit et de la banque dans le système soviétique.

La comptabilité bancaire, comme toute comptabilité, est en quelque sorte un reflet, une représentation des opérations qui se déroulent dans une économie. De simples organes d'application de la politique d'un Etat qui vise à la disparition des liaisons marchandes et monétaires, chargées du contrôle de l'exécution du plan qui concrétise de tels objectifs, les banques ont été promues au rang qu'elles occupent dans une économie capitaliste. La réforme suppose donc d'une part, une adaptation des cadres et principes comptables aux besoins de l'économie de marché, et d'autre part, une modification de l'environnement législatif et réglementaire afin de le rendre compatible avec les mécanismes économiques nouveaux qui doivent se dérouler en son sein, ou mieux favoriser de tels mécanismes.

C'est pourquoi, une réforme du plan comptable des banques est actuellement en cours. Si en apparence le cadre comptable soviétique était plus proche de celui des économies de marché pour les banques que pour les entreprises, l'activité et le rôle des banques dans une économie de marché sont totalement différents de ceux qu'ils étaient dans l'économie soviétique. L'activité de l'entreprise demeure quel que soit le système centrée sur la transformation de matières premières pour l'obtention d'un produit; la matière, l'objet de l'activité de l'entreprise n'a pas été modifiée; alors que l'objet même de l'activité bancaire -la monnaie et les opérations qui y sont liées- a radicalement changé de nature. La réforme devra nécessairement être plus profonde que celle déjà réalisée pour les entreprises. Parmi les projets de plan il semble que la version établie par la CEE et à laquelle ont participé le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale[1] ait des chances d'aboutir. Rien d'étonnant, vu le poids de la Russie dans l'économie mondiale et de l'inévitable participation des banques russes au marché financier international, que ce projet soit directement inspiré par les standards élaborés

[1] European Union Commission/Central Bank of Russia, Draft Chart of Accounts for Russian Banks, février 1994.

par l'International Association Standard Committee (IASC) et, de manière encore plus précise par les standards européens, tout comme notre Base de données des Agents Financiers (BAFI) qui en découle.

I. PROBLÈMES LIÉS À LA COMPTABILITÉ ELLE-MÊME

Réformer la comptabilité suppose en premier lieu réaménager le cadre comptable et en second lieu redéfinir les principes comptables.

I.1. Principes comptables

Une instruction de la Banque centrale de Russie définit les principes qui doivent être appliqués par les banques russes[2] et précise la directive concernant les comptabilités en général[3].

Certains principes comptables sont tout à fait familiers au comptable russe, qu'il s'agisse de la partie double, de la priorité de la substance sur la forme, de la matérialité, de la sincérité des comptes ou de la séparation des exercices et périodes. Mais d'une part, l'application de ces principes déjà existant se trouve modifiée avec la réorganisation de l'économie, d'autre part, certains d'entre eux présidant à l'enregistrement dans les comptes ont été remplacés par d'autres.

I.1.1. La transformation des principes antérieurement appliqués

Le principe de la partie double a toujours été respecté au niveau des comptes de bilan, il devrait désormais l'être au niveau du hors bilan. Le problème se pose en particulier pour les opérations d'achat/vente, prise en pensions de valeurs mobilières, et d'une manière générale pour toutes les opérations contenant un paramètre d'incertitude quant à son éventualité et ses conditions de réalisation.

Le principe de la séparation des périodes comptables, avec fractionnement en périodes plus courtes que l'exercice est lui aussi bien connu du comptable russe. Il était pour lui une obligation. Cependant, désormais, avec l'adoption du principe de l'"accrual basis", l'importance des écritures de régularisation, autrefois très réduite, se trouve singulièrement augmentée.

---

[2] Banque centrale de la Fédération de Russie, Instruction temporaire concernant l'établissement des documents de synthèse des banques commerciales, 24 août 1993. Cette instruction a été complétée à maintes reprises en particulier pour établir des grilles de passage entre le plan actuellement utilisé et les grandeurs nécessaires au calcul des différents coefficients en particulier par une instruction du 20 février 1994.

[3] Ordonnance du 20 mars 1992 n° 10, complétée par une ordonnance du 4 juin 1993.

Le principe de prudence a toujours été retenu, mais son application était des plus limitée dans un environnement économique qui ignorait le risque. Ses applications dans le domaine de l'activité bancaire était donc des plus restreintes. En pratique les provisions pour dépréciation n'étaient concevables que pour les stocks de valeurs matérielles, de faible importance pour les banques: selon un principe qui n'est pas propre à l'Union soviétique on considérait que les créances sur l'Etat ne sauraient être douteuses et, qu'elles seraient toujours recouvrées d'une manière ou d'une autre. Il en allait de même des créances sur les entreprises d'Etat. En pratique, les seules provisions constituées étaient des provisions pour charges (congés, retraite, etc.).

Le principe de la prééminence du fond sur la forme, de la sincérité des comptes non seulement étaient retenus mais relevaient de la "légalité socialiste"; toute infraction était à ce titre passible de poursuites et sanctions pénales. On peut considérer que la "True and fair view" si elle n'était pas proclamée en tant que telle était un élément de cette légalité socialiste. Mais, dans la pratique, le comptable soviétique s'efforçait essentiellement de montrer qu'il avait exécuté les données du plan de l'économie nationale, veillé à la bonne utilisation des fonds qui lui avaient été confiés quand bien même cela ne correspondait-il pas à la réalité. La pratique était ainsi à l'opposé des principes proclamés. Il s'agit désormais de convaincre que le respect de tels principes est indispensable pour que la comptabilité fournisse une image de la situation de banque à ses dirigeants -et non pas aux organes de direction économique- à partir de laquelle ils puissent prendre leurs décisions. C'est là un aspect très important en pratique car il suppose une modification des psychologies.

I.1.2. La transformation des principes eux-mêmes

a) La substitution de l'"accrual basis" au "cash basis"

Ce changement de principe devrait modifier le contenu des comptes des établissements bancaires, c'est pourquoi les lenteurs et hésitations de sa mise en application rendent pratiquement vaines les comparaisons et utilisations des documents fournis par les banques pour les comparaisons internationales. Conformément au "cash basis" les enregistrements étaient effectués lors des paiements (ou de la transmission des documents les assurant). Une telle règle se justifiait parfaitement dans une économie où les intérêts étaient de faible importance et, où les banques exerçant sur les entreprises un "contrôle par le rouble", dont l'assise était le respect de l'échéancier prévu par le plan, donc le respect des paiements (dates et montants), les difficultés de trésorerie du client-entreprise étaient le signe de la non exécution de l'un des aspects de son plan. Dans une économie de marché les intérêts sont pour les banques, une des sources essentielles de produits (intérêts sur comptes débiteurs) et de charges (intérêts sur comptes créditeurs). Or, les intérêts courus ne correspondent qu'exceptionnellement aux intérêts perçus/payés. On voit immédiatement la portée pratique du changement de principe.

Or, plusieurs facteurs entravent l'application du nouveau principe. Les

comptables ont du mal à admettre qu'en fin de période ils doivent enregistrer dans les produits de la période les intérêts "simplement" courus. Ce d'autant qu'avec la conjoncture économique les défauts de paiement sont nombreux et que la constitution des provisions d'une part, n'est pas très bien entrée dans les habitudes comptables et, d'autre part, est largement ignorée par le fisc. Les produits courus et non encaissés sont ressentis comme des produits hypothétiques, voire fictifs puisque nul ne sait s'ils seront perçus et dangereux puisque pouvant donner lieu à paiement de l'impôt.

b) L'introduction de la valorisation au prix du marché

Jusque là c'était le principe du coût historique qui était retenu. En fait les différences entre les prix à différentes époques n'avaient pas grande importance car les prix étaient stables, les immobilisations étaient hors des rapports marchands, et il n'y avait pratiquement pas de valeurs mobilières.

Aujourd'hui, le principe du coût historique est conservé pour les immobilisations avec l'exception habituelle des lois de réévaluation. En ce qui concerne les valeurs mobilières de transaction, c'est le principe du prix du marché qui s'applique. Dans la pratique, l'opération doit être enregistrée au cours du jour et réévaluée au cours du jour en fin de période (principe du mark to market), faisant ainsi apparaître des plus/moins values. En vertu de l'adoption de l'"accrual basis", elles doivent être enregistrées. Mais étant donné les taux actuels d'inflation les plus-values sont en grande partie fictives et correspondent simplement à une perte de valeur du rouble, or elles risquent de tomber sous le coup de la législation fiscale. Si celle-ci est relativement claire lorsqu'il s'agit des lois de réévaluation des immobilisations, il n'en va pas de même pour les autres éléments d'actif, pour lesquels on se trouve devant des imbroglios juridiques.

c) L'introduction du critère de l'intention

Un tel critère est quasi[4] totalement étranger à la conception soviétique, puisque par nature, il est "immatériel". En l'absence de valeurs mobilières il n'aurait d'ailleurs pas eu de véritable champ d'application. Tout autre est aujourd'hui la situation et dans les projets de plan il est retenu tant pour le classement des valeurs mobilières que pour leur évaluation. Le principe de la valorisation au coût historique est retenu pour les participations et titres d'investissement et celui de la valorisation au prix du marché pour les titres de transaction et de placement.

1.1.3. L'introduction des standards internationaux

Les projets de plan comptable adoptent les règles d'enregistrement de certaines opérations. Par exemple le crédit-bail conformément à la conception anglo-saxonne,

[4] On peut considérer que c'est un tel critère qui permet de distinguer parmi les achats ceux destinés à des consommations intermédiaires et ceux destinés à l'investissement, et dans les entreprises ceux destinés à la revente.

reprise dans le nouveau système de comptabilité nationale des Nations Unies[5] et dans les normes européennes, est désormais considéré comme un crédit associé à une acquisition de bien et non pas comme une location. Le comptable inscrit le bien faisant l'objet du contrat comme élément du patrimoine de l'acquéreur et le crédit obtenu. Pour lui, les annuités se décomposent donc en une partie qui est une fraction de capital (remboursement de l'emprunt), et l'autre des intérêts.

I.2. Cadre comptable

Sans doute est-ce la tâche la plus aisée. Le cadre comptable doit être modifié quant à sa présentation, suite à l'abandon de la propriété socialiste, d'une manière plus large de la théorie marxiste de la valeur, et de l'introduction de nouveaux mécanismes.

I.2.1. La classification des comptes

Dans les précédents plans des banques les comptes ont toujours été répartis entre des classes, à partir desquelles on pouvait dresser le bilan et faire apparaître le résultat par une comparaison des charges et des produits[6]. Les plans comptables soviétiques utilisaient une classification à l'aide de chiffres, à chaque classe et à chaque compte était attribué un numéro; mais le premier chiffre d'un compte n'était pas nécessairement celui de la classe et il existait un grand nombre de classes[7]. En outre, les numéros des comptes dans le plan n'étaient pas les mêmes que ceux avec lesquels leurs soldes figuraient au bilan. Ce point a une importance non négligeable en vue de l'informatisation déjà très avancée dans les banques russes et de la transparence des comptes. C'est pourquoi, les projets de plan comptable retiennent tous une classification décimale des comptes et tendent à se limiter à 10 classes dont 7 pour les comptes de bilan, 2 pour les charges et produits et 1 classe pour les comptes hors bilan. Un compte y a le même numéro que le poste correspondant au bilan.

I.2.2. L'abandon de la propriété socialiste

Elle se traduit par une nouvelle conception de la place de la banque au sein de l'économie. N'étant plus un "chaînon" de l'économie nationale socialiste, mais une unité autonome, son compte de "fonds statutaire" qui était l'équivalent d'un compte de liaison entre une entreprise et sa société mère - en l'occurrence l'Etat- est remplacé par le compte Capital social.

---

[5] Commission of the European Communities, International Monetary Fund, Organisation for Economic Cooperation and Development, United Nations, World Bank, System of National Accounts 1993, ISBN 92-1-161352-3, § 11.31, p. 246.

[6] Dans le plan des entreprises il n'y a pas de comptes de charges et de produits. On détermine le résultat, et ce encore dans la version actuelle, à partir des comptes de prix de revient, selon une méthode analogue à celle de notre comptabilité analytique.

[7] 24 classes et une classe pour les comptes hors bilan dans le plan du 21 décembre 1989, toujours en vigueur sous une forme aménagée pour répondre aux besoins actuels.

Avec la reconnaissance de la possibilité de tirer des revenus du capital, la création et l'acquisition de valeurs mobilières ont été autorisées et par la-même la constitution de sociétés commerciales. Les projets de plan prévoient donc des comptes pour faire apparaître le "capital appelé", la fraction "non appelée", les rachats par la banque de ses propres actions et tous les comptes correspondant tant à la constitution qu'à la variation du capital social. Sans doute, le processus d'enregistrement dans ces comptes varie-t-il encore selon les projets examinés. Par exemple, la fraction non appelée tantôt vient en déduction du capital statutaire au passif, tantôt figure à l'actif comme sous compte du compte Actionnaires.

La propriété socialiste sur la banque était une propriété sociale, ce qui signifiait que ses travailleurs étaient "copropriétaires" et avaient donc vocation à ses "résultats". Les comptes traduisant ces droits, "les fonds de stimulants" divers, ont disparu avec les droits qu'ils représentaient.

Parce qu'elle était maillon de l'économie nationale, la banque comme toute unité dans l'économie socialiste était soumise à la "tutelle" des organes de direction économique. Les nombreux comptes par lesquels ce contrôle s'exerçait ont eux aussi été supprimés.

En quelque sorte relais des organes centraux, non seulement la banque répartissait les ressources financières émanant de l'Etat entre les entreprises conformément au plan de l'économie nationale, mais elle exerçait sur elles une "tutelle". Celles-ci ouvraient obligatoirement à la banque un compte courant -qui était la véritable caisse de l'entreprise[8]- et des comptes correspondant aux différents aspects de leur activité: activité courante, activité d'investissement[9], divers types de règlement, amortissements[10], certains crédits, etc. . Il est clair que ces comptes eux aussi ont soit disparu soit pris une tout autre signification.

---

[8] L'entreprise ne pouvait conserver en caisse qu'une somme déterminée par la banque afin de faire face soit à de petites dépenses (achats de timbres postes, de certains frais de transport peu importants, etc.) et des opérations intéressant le secteur non socialiste (paiement des salaires essentiellement). En fin de journée l'excédent au delà du montant prévu était obligatoirement viré à la Banque d'Etat.

[9] Pendant longtemps -jusqu'à la réforme de 1987 il y avait une banque spéciale pour les opérations courantes (la Banque d'Etat) et pour les investissements (Banque d'investissement). Le système a ensuite été modifié. La Banque d'Etat prit le statut de banque centrale. et fut désormais à "la tête" d'un réseau composé de deux types de banques: i) des banques d'Etat spécialisées (Banque pour l'Industrie, Banque pour l'agriculture, Banque pour la construction de locaux d'habitation, Banque d'Epargne, Banque du commerce extérieur), ii) des banques commerciales et des banques coopératives. Il fut ainsi mis fin à la séparation stricte entre les activités courante et d'investissement, qui était l'assise d'un contrôle plus rigoureux sur les moyens de production -objet de l'investissement- hors des liaisons marchandes, que sur les "moyens circulants" faisant l'objet d'échanges dont certains intéressaient les particuliers, donc la sphère marchande.

[10] Les dotations à l'amortissement étaient versées à la banque sur un compte spécial. Il s'agissait davantage d'une charge de répartition du renouvellement des immobilisations corporelles des entreprises dépendant d'un même organe de direction économique que d'une véritable constatation de l'usure (en dépit du terme russe pour les désigner) ou de la charge de renouvellement. La dotation se composait d'ailleurs de deux fractions: pour renouvellement d'une part, et pour grosses réparations d'autre part.

Ces comptes étaient regroupés en fonction du système de direction économique sur les entreprises: par secteur avec le système sectoriel des ministères et selon le niveau (fédéral, fédéral républicain, local) de l'organe de direction économique.

Maillon de l'économie nationale, la banque était l'agent de la répartition des fonds de l'Etat conformément au plan de l'économie nationale. Du point de vue comptable, on trouvait donc au passif du bilan les origines des fonds attribués, et leurs utilisations figuraient à l'actif selon le principe des fonds affectés. Il est clair que ce système a disparu.

I.2.3. L'abandon de la théorie marxiste de la valeur

Selon une telle théorie dans l'interprétation qu'en donna Staline et qui fut à la base de l'organisation de l'économie soviétique, seuls les biens matériels reproductibles par le travail de l'homme ou assimilés avaient une valeur et pouvaient donc figurer au bilan d'une entreprise. Par voie de conséquence, non seulement les terrains n'étaient pas comptabilisés; mais les éléments incorporels n'étaient pas reconnus comme des biens, et les valeurs mobilières n'existaient pratiquement pas hormis quelques titres d'Etat. Il n'y avait pas d'actions, ni d'obligations, et évidemment pas de marché financier. Il convient donc de réintroduire les comptes relatifs aux terrains, éléments incorporels y compris les frais de premier établissement, à la détention de valeurs mobilières et autres instruments financiers en distinguant conformément au critère de l'intention, les valeurs de transaction, de placement et d'investissement, ainsi que ceux liés à leur émission et aux opérations les concernant.

Le travail seul était réputé créateur de valeur, le temps ne pouvait donc en créer. Si les taux d'intérêt étaient nuls ou négligeables, les seules opérations incluant le temps qui étaient admises étaient les crédits bancaires, mais avec une tout autre signification, Quant aux crédits clients-fournisseurs (crédits commerciaux), ils étaient strictement prohibés par la loi, ce qui ne signifie évidemment pas qu'ils n'y en avaient pas. Les effets de commerce n'avaient donc pas de place dans le système.

Les marchés à terme n'existaient pas davantage, leur objet les valeurs mobilières et autres instruments financiers étaient inconnus, et la spéculation liée au temps interdite. La notion même de marché était rejetée.

Réintroduire les opérations à terme impose ici outre l'introduction de nouveaux comptes de bilan, l'organisation d'une véritable comptabilité hors bilan. Ce n'est pas que les comptes hors bilan aient été ignorés mais ils n'étaient utilisés que comme des comptes d'ordre, essentiellement pour enregistrer des formulaires. Sans valeurs mobilières, donc sans transactions au comptant et surtout à terme, sans opérations liées aux sûretés pour octroi de crédit, ils n'avaient pas grande importance.

Désormais quel que soit le projet de plan, il existe des comptes hors bilan pour

les opérations de garantie, les opérations sur valeurs mobilières au comptant et surtout à terme et la partie double leur est appliquée. Des comptes sont également prévus pour enregistrer les plus/moins values découlant de la réévaluation selon le principe du prix du marché à la fois dans les comptes de bilan et de hors bilan. Toutefois, on ne saurait dire à l'heure actuelle quel sera le procédé utilisé (croisement des écritures entre le bilan et le hors bilan ou non).

Les opérations au comptant et à terme peuvent désormais se dérouler non seulement en roubles mais également en devises étrangères. Ceci suppose la tenue des comptabilités en devises. Les projets de plan prévoient l'introduction de ces sortes de comptes de liaison entre les comptabilités dans les différentes devises et dans la comptabilité dans la devise pivot (le rouble), que sont les comptes de "Position de change" et de "Contre-valeur position de change", aussi bien dans les comptes de bilan que dans le hors bilan. La liste des comptes dans le projet de plan comptable de la CEE semble marquer une préférence pour le non croisement des écritures entre le bilan et le hors bilan. Quand on songe qu'en ce qui concerne les opérations sur valeurs mobilières de transaction il s'agit de mettre en oeuvre ce principe révolutionnaire qu'est l'"accrual basis" combiné avec la valorisation au prix du marché, l'avantage de clarté du non croisement des écritures paraît devoir l'emporter sur l'inconvénient du plus grand nombre de comptes utilisés; d'autant que dans les banques l'informatisation est très avancée et facilitée par ce procédé qui, une fois programmé permet un enregistrement quasi mécanique.

Les seuls actifs/passifs financiers reconnus à l'époque soviétique étaient ceux liés aux opérations de crédit.

Or, et conséquence fondamentale bien que non apparente au niveau du cadre comptable, le crédit avait une tout autre fonction. Le recours au crédit était non pas une faculté pour les entreprises, mais une obligation. Lors de l'établissement de son plan d'activité (tekhpromfinplan), le fonds de roulement de l'entreprise était planifié sur la base de normes de telle sorte qu'elle dut obligatoirement recourir au crédit. La monnaie étant la contrepartie des flux réels découlant de l'activité productive, le remboursement à la date stipulée était un signe que l'entreprise avait exécuté son plan de production et de vente selon les conditions prévues (prix de revient et de vente et volume). A l'inverse toute difficulté de trésorerie était signe d'une infraction à un aspect du plan. Ce "contrôle par le rouble" était un moyen par lequel la banque exerçait sa fonction essentielle de contrôle des entreprises et veillait à l'équilibre monnaie-marchandises.

1.2.4. L'introduction de comptes correspondant à l'application de nouveaux principes

a) Avec l'adoption de l'accrual basis au lieu du cash basis retenu jusqu'alors, les comptes de régularisation se sont considérablement développés à la fin de chaque période comptable (habituellement le mois).

b) Les banques russes ont toujours constitué des provisions. Mais celles-ci étaient des provisions pour pertes et charges: en particulier pour retraite du personnel, pour congés payés.

La banque est désormais responsable de toute son activité et du risque lié au bon déroulement des opérations de crédit, des risques pour dépréciation de ses actifs, des risques liés à ses opérations spéculatives ou non à terme, etc. . La couverture de ces risques doit donner lieu à constitution de provisions. Le projet de plan comptable précité établit un classement des risques pour défaillance du débiteur et associe à chaque catégorie de créances concernée des taux minima de provisions. Ces provisions sont reconnues par la Banque centrale comme des charges. Bien que cela puisse paraître évident au comptable occidental, en dépit du fait que nos banques ne provisionnent pas toujours à hauteur des risques réels, pour le fisc russe encore aujourd'hui la constitution de provisions n'est que de façon très limitée[11] considérée comme une charge et par conséquent n'est que partiellement déductible pour la détermination de l'assiette de l'impôt.

Cependant, il y a là incohérence entre les législations, la Banque centrale non seulement prévoit l'obligation de constituer des provisions[12], mais crée même, conformément aux pratiques internationales, une provision pour risques généraux sur les créances autres que les créances douteuses.

Toutefois, il faut souligner que la pratique des provisions est loin d'être entrée dans les habitudes du comptable russe et on peut s'étonner de lire sous la plume de membres de l'Académie des finances commentant la circulaire de la Banque centrale quant aux provisions sur créances douteuses que "la source de constitution de cette provision doit être le bénéfice restant à la disposition de la banque."[13] Il est clair qu'une telle attitude des comptables conforte celle du fisc: la dotation à la provision n'intervient qu'après détermination du bénéfice et non comme élément de son calcul, et perd ainsi son caractère de charge. Un plan comptable indiquant de manière détaillée le jeu des comptes de provision apparaît là encore une nécessité absolue.

Pour essayer de faciliter aux banques russes l'établissement de coefficients de liquidité qui se rapprocheraient du coefficient européen/Cooke, la Banque centrale

---

[11] Sur la base du "règlement concernant les particularités de la détermination de l'assiette de l'impôt des banques et autres organismes de crédit" du 16 mars 1994, la Banque centrale de Russie a précisé par une ordonnance du 8 décembre 1994 le calcul des provisions pour dépréciations des investissements financiers. (Ekonomika i zhizn', 1995, n° 3, p. 5)

[12] Ordonnance du président de la Banque centrale de la Fédération de Russie, Explications de la réglementation concernant la constitution et l'utilisation des provisions pour pertes vraisemblables sur crédits, du 20 décembre 1994, in Finansovaja Gazeta, 1995, n° 6. Dans son art 4, elle précise :"La provision pour perte vraisemblable sur crédits est crée dans le cadre d'une réglementation obligatoire pour tous les crédits accordés en roubles." Elle reprend pour l'évaluation des risques le classement des créances (crédits) en cinq catégories figurant dans le projet de plan comptable précité avec les taux minima de provisions qui leur sont associés.

[13] Comptabilisation des actifs et passifs des banques commerciales, Finansovaja Gazeta, 1995, n° 4, p. 12.

établit des grilles de passage, en précisant chaque fois la manière dont doivent être calculées les numérateurs et dénominateurs à partir des comptes de l'actuel plan comptable. Elle a fixé des pondérations pour les différents groupes d'actifs en fonction du degré de risque de recouvrement de la créance; pondérations voisines de celles adoptées par nombre de pays de la CEE et en particulier la France. Mais par delà la liste des comptes c'est effectivement de leur contenu que dépend la fiabilité des coefficients obtenus.

c) La Banque centrale de Russie tout comme ses homologues occidentales applique la politique des réserves obligatoires et pour cela il existe évidemment des comptes particuliers. Les taux des dotations obligatoires paraîtront très élevés à un banquier occidental, mais leur niveau s'explique par l'importance des risques et le désir de limiter l'expansion de la masse monétaire[14].

II. PROBLEMES DE STRUCTURES ET D'ENVIRONNEMENT

Pour le comptable la première difficulté tient au fait que la signification concrète des termes qu'il utilise a complètement changée avec le passage à l'économie de marché. Elle tient ensuite à ce que son propre rôle avec celui de la banque ont radicalement changé. On ne reviendra pas sur la "mutation" de la nature des amortissements et les autres modifications qui intéressent l'ensemble des comptabilités pour se limiter aux problèmes liés à la transformation des opérations bancaires et à ceux découlant des carences et incohérences des législations.

II.1. Les mécanismes des opérations bancaires

II.1.1. Considérations générales

Quand bien même certaines opérations subsistent, elles ont changé de signification. Ceci tient en premier lieu à ce que la notion de monnaie est aujourd'hui celle d'une économie de marché. Elle inclut la fonction de spéculation chère à Keynes, ignorée en URSS et qui tend à devenir prépondérante dans l'actuelle Russie soumise à l'inflation. Pouvant être créatrice de valeur, la monnaie objet de l'activité bancaire est productive. Désormais les banques sont dans la comptabilité nationale russe des agents strictement producteurs[15]. Les opérations bancaires ne visent plus l'exercice d'un

[14] en janvier 1995 (Ekonomika i zhizn' 1995, n° 5) 20 % sur les dépôts à vue, 10-15 % pour les obligations à terme et 2 % sur les dépôts en devises.

[15] La Russie a abandonné le système de Comptabilité du produit matériel, encore appelé Système des balances de l'économie nationale, et adopté le Système de comptabilité nationale des Nations Unies. Le système bancaire constitue donc avec les compagnies d'assurance l'agent Institutions financières qui est un agent strictement producteur.

contrôle pour le respect d'un intérêt général défini par un plan de l'économie nationale, mais la rentabilité, le renforcement de positions, etc. de la banque en tant qu'entité économique autonome. Ce qui signifie que le comptable se doit désormais d'analyser chaque intervention eu égard à des critères nouveaux satisfaisant les objectifs de sa banque. Toutefois et ceci paraît influer sur les comportements actuels, pour exercer les contrôles le banquier soviétique, comme son successeur russe, utilisait les documents comptables des entreprises (états financiers, comptes) pour juger des bonnes utilisations des crédits et de la situation des entreprises. **Formellement** et bien qu'elles aient des finalités différentes ces exigences du banquier -indispensables pour garantir les interventions de la banque- sont ressenties comme la poursuite du passé. Rien d'étonnant donc à ce que le comptable de la banque se trouve parfois devant une incompréhension de la clientèle. Habituées à voir en la banque un agent de contrôle les entreprises confrontées à une crise de liquidité tendent à considérer toute demande de renseignements, de constitution de dossiers pour l'octroi de crédit comme une perpétuation de la tutelle antérieure de la banque sur leur activité. Il est ainsi mal aisé de dresser des dossiers de crédit. Telle est la raison pour laquelle certaines banques ont organisé des sortes de séminaires pour apprendre à leurs principaux clients comment présenter leurs documents comptables, en leur montrant les raisons d'une telle exigence et surtout en quoi elle n'est nullement un maintien de la "tutelle mesquine", mais également un moyen pour eux d'améliorer leur gestion et donc leur rentabilité.

En outre, pour le banquier russe l'héritage des deux sphères de la circulation monétaire est lourd à porter. La monnaie scripturale n'existait qu'entre les unités de la sphère socialiste et pour elle on ne parlait pas de monnaie (beznalitchnij oborot). Par suite, toutes les opérations faisant intervenir des particuliers s'effectuaient en espèces - seule véritable monnaie (nalitchnye den'gi). Aujourd'hui, bien que la distinction entre les deux sphères soit supprimée, les règlements des particuliers continuent à s'effectuer en espèces et il faut songer que même le personnel des banques, y compris celui de la Banque centrale, est encore payé en espèces. Le virement sur des comptes courants est chose tout à fait exceptionnelle pour les particuliers. L'incidence pratique pour le banquier est non négligeable: il ne dispose de cette masse de capitaux à court terme non rémunérés des comptes créditeurs des particuliers.

Parce que les opérations monétaires n'étaient que le "reflet" des flux réels, les ouvertures en compte courant étaient inconcevables. Tout besoin de trésorerie était en théorie inscrit dans le plan, tout besoin non planifié devait s'insérer dans une formule particulière et sa satisfaction s'effectuait par le mouvement de comptes spéciaux. Rien d'étonnant donc à ce qu'aujourd'hui il soit difficile de faire admettre à un comptable qu'un compte courant puisse être à l'actif! Bien plus on s'aperçoit qu'il existe parfois une confusion dans les esprits entre une ouverture de crédit en compte courant et l'octroi d'un crédit; ce qui se traduit évidemment au niveau de la comptabilisation[16].

[16] Finansovaja Gazeta, 1995, n° 4, p. 12.

Toutes les opérations étaient insérées dans des formules rigides destinées à suivre l'aspect réel de la transaction. Une telle rigidité s'est répercutée dans l'attitude de certains comptables et rend difficile l'introduction des mécanismes bancaires dont la caractéristique est une modification rapide afin de pouvoir traduire les nouveaux mécanismes internationaux. Il ne faut pas oublier que pendant toute la période soviétique les banques soviétiques ont eu des comportements d'administrations et non de banques au sens où elles sont conçues dans une économie de marché. De telles considérations ne sont sans doute pas étrangère au fait que les chefs comptables des banques commerciales soient souvent jeunes ou aient fait des stages en Occident; ainsi n'ont-ils pas acquis les réflexes anciens ou les ont-ils perdus. Un plan comptable avec un exposé précis des enregistrements comptables des phases des opérations éviteraient des confusions et incompréhensions.

II.1.2. Les opérations sur valeurs mobilières et en particulier à terme

En ce qui les concerne c'est évidemment une nouveauté totale. La terminologie russe les concernant est encore flottante. Une adoption définitive d'un plan comptable détaillant de telles opérations avec les règles d'enregistrement est ici des plus urgentes. On peut même dire que le marché des valeurs mobilières est encore à l'état embryonnaire, les opérations à terme ne sont pas pour l'instant organisées. Ce n'est pas que les banques russes ne fassent pas de telles opérations. Elles se sont très rapidement équipées des moyens électroniques de transmission des informations et sont présentes sur les marchés internationaux. Mais, dans le cadre du marché interne, ces imperfections du marché des valeurs mobilières entravent le jeu des mécanismes bancaires; par exemple l'utilisation des crédits "lombards" qui sont accordés à un taux préférentiel par la Banque centrale avec un système de prise en pension de valeurs mobilières[17].

Avant que de pouvoir enregistrer les opérations le comptable bancaire se doit de les étudier. Ceci explique l'énorme effort de formation dans le secteur bancaire. Les ouvrages de vulgarisation des opérations financières et bancaires pullulent en Russie, des dictionnaires économiques et financiers dont certains commentés à partir de la terminologie anglo-saxonne se répandent en même temps que des traductions d'ouvrages occidentaux.

En outre, si certaines opérations sont bien prévues, tel l'escompte, lorsque les taux sont supérieurs à 100% et même 200% l'an, le recours à l'escompte est pratiquement exclu. Il est clair que les opérations sur titres à revenus fixes sont en grande partie paralysées par l'inflation et que la situation actuelle oriente le banquier vers des opérations spéculatives à court terme.

Les octrois de crédit sont eux aussi paralysés par le niveau des taux d'intérêt qui bien que très élevés n'assurent pas toujours des taux réels positifs tant est rapide le taux

[17] La politique des taux d'intérêts de la Banque centrale de Russie en 1994, Finansovaja Gazeta, 1995, n° 9, p. 12.

d'inflation interne. Des fonds spéciaux ont été attribués par l'Etat pour l'octroi de crédits à des taux réduits à certains secteurs de l'activité, la différence avec le taux du marché étant supportée par le budget de l'Etat. Mais il ne s'agit que de palliatifs qui sont temporairement admis puis supprimés devant les difficultés budgétaires et qui ne sauraient résoudre les problèmes des banques. La Banque centrale fait fréquemment varier ses taux de réescompte, ce qui apparaît inévitable en raison de l'inflation[18], mais cela n'est évidemment pas sans incidence sur les fluctuations des taux du marché déjà provoquées par d'autres facteurs[19].

De sorte que la banque se trouve dans une situation difficile pour jouer son rôle d'intermédiation financière entre les capitaux disponibles et les besoins en capitaux. Les dépôts bancaires ne sont pas attractifs pour les épargnants, les entreprises subissent une crise de liquidité en raison non seulement des modifications des conditions d'activité, mais de l'inflation des coûts et de la réduction de la demande interne de leurs produits [20]. Or, le crédit est peu lucratif pour les banques car les taux réels tendent à devenir négatifs et les risques de défaillance des débiteurs est très élevé. Les opérations sur valeurs mobilières dans le cadre interne ont été accompagnées de scandales qui ne sont pas sans rappeler le développement du système bancaire et du début de l'expansion des sociétés commerciales en Occident. Le taux rapide de l'inflation incite de plus en plus les banques à rechercher dans les activités spéculatives, et parfois en marge de la légalité, leurs ressources et profits.

II.2. Les carences et incohérences de la législation

La confusion actuelle liée à l'apparition du risque inflationniste dans une économie qui a eu des prix stables pendant une longue période, se trouve encore accentuée par la carence et les incohérences législatives et réglementaires.

II.2.1. Les carences

Nombre d'opérations ne sont pas codifiées. Tel est le cas de celles portant sur

---

[18] Si on regarde l'évolution du taux moyen réel effectif de refinancement à trois mois il est passé de -444,1% en janvier à 240,5% en février puis a baissé jusqu'à -229,1% en octobre, pour remonter à -49,8% en novembre et redescendre à -176,5% en décembre. (Finansovaja gazeta, 1995, n° 9, art cit.).

[19] L'indice des prix a été multiplié par 26-30 au cours de l'année 1992, 9-10 en 1993 et par plus de 3,6 en 1994. L'indice des prix à la consommation base 100 en décembre 1990 atteignait 131 445 en septembre 1994, celui des prix industriels 356 459 (Government of the Russian Federation Russian Economic trends, 1994, vol 3, n° 3). Le taux de refinancement a été modifié 10 fois au cours de l'année 1994. Il est passé de 210 à 130 % puis est remonté 200%. (Finansovaja Gazeta, 1995, n° 9, art cit.). Pour certaines utilisations il est tombé de 210% à 115 % durant le premier semestre, durant le second semestre il a atteint 180% et au début de 1995 200%. (Ekonomika i zhizn', 1995, n° 4, p. 6)

[20] La réduction globale de la production depuis 1990 a été de plus de 50%. Elle a atteint 60 à 70 % dans la construction mécanique et dans les secteurs liés au progrès technique. Les investissements productifs ont diminué de 25 à 27 %. La part des importations dans la satisfaction de la demande interne est passée, de 13 à 15% dans les années 1980, à 50 %.

des effets de commerce; la plupart des textes législatifs les concernant datent de l'époque de la NEP. Des procédures d'intervention rapide de constatation des impayés du genre protêt ne sont pas encore organisées[21], il faut recourir aux règles lourdes du Droit commun en matière d'impayés. De surcroît, pour l'essentiel ce Droit est le Droit soviétique peu adapté aux conditions d'une économie de marché. Ce n'est qu'en octobre 1994 que la Duma a adopté la "Première partie du code civil de la Fédération russe." Encore, semble-t-il que le Droit des obligations et de la propriété y reste imprécis pour les besoins du banquier.

La législation en matière de sûretés et gage en dépit d'un remaniement récent est intégrée dans le Code civil. Elle resterait aux dires de banquiers, peu adaptée aux réalités de l'économie de marché, bien qu'elle introduise la possibilité pour le créancier gagiste de conserver l'objet du gage sans recourir au juge (art. 349, 350). La législation sur le crédit bail et autres "opérations non traditionnelles" présente nombre de lacunes[22].

En outre, l'inflation interne rend malaisée, voire impossible l'utilisation des instruments traditionnels au point que certaines banques ont innové; tel est le cas de l'Inkombank qui a introduit des "traites anti-inflation."[23] Il est clair que le comptable doit alors imaginer les nouvelles écritures relatives à l'utilisation de ces instruments.

II.2.2. Les incohérences

Une difficulté importante lorsqu'on traite de la Russie est la multiplicité des textes qui émanent de multiples instances législatives et réglementaires. Pour les banques, le Ministère des finances, le Ministère de l'Economie, le Comité d'Etat du patrimoine, la Banque centrale, etc. publient lois, décrets, ordonnances, instructions, lettres, etc.; textes qui se complètent mais aussi parfois se contredisent. De telle sorte qu'il est souvent difficile de savoir quelle solution suivre, d'autant que la hiérarchie entre ces textes n'est pas clairement arrêtée.

Ainsi en est-il dans maints domaines et en particulier fiscaux. Des successions de textes émanent souvent d'organismes divers. Par exemple, le marché financier est régi par plus de 110 documents législatifs et réglementaires: lois et décrets fédéraux,

---

[21] C'est ainsi que dans Finansovaja Gazeta (1955, n° 4, p. 3), on trouve un article sur la "comptabilisation des traites dans les banques commerciales" avec le détail des comptes mouvementés dans le plan en cours.

[22] cf en particulier, Tarakonova, "La comptabilisation des opérations non traditionnelles des banques commerciales" (Finansovaja Gazeta, 1995, n° 6, p. 12). L'auteur traite entre autres du crédit-bail, des opérations de gestion du patrimoine, factoring et du forfaiting. A titre d'exemple on notera pour que pour l'auteur le terme "factoring" ne s'appliquerait qu'au cas où un recours subsiste envers le débiteur principal, tandis que l'on utiliserait "forfaiting" lorsque ce recours n'existe plus et que le risque de bonne fin est assumé par la banque.

[23] Ce sont des billets à ordre émanant de la banque et prévoyant le remboursement à une date déterminée, du nominal majoré d'intérêts calculés sur le nominal en dollars. Ils sont garantis par les actifs de la banque. (Ekonomika i zhizn', 1995, n° 5, p. 5.

décrets, ordonnances du Ministre des finances, de la Banque centrale, du Comité d'Etat du patrimoine, du Service d'Etat de l'Administration fiscale et d'un Comité d'Etat spécialisé[24]. Les banques sont soumises à une vingtaine d'impôts et versements obligatoires divers et s'y retrouver n'est pas chose simple. Un des problèmes permanents est celui des dotations aux provisions en principe non reconnues par le fisc et des plus-values découlant simplement de la dépréciation du rouble et de l'inflation interne. Par exemple, le problème de l'imposition des plus values résultant des fluctuations de change est loin d'avoir une solution claire, on trouve périodiquement des consultations dans la presse sur les manières de les comptabiliser en fonction de l'interprétation des textes.[25]

Evidemment, ces textes émanant de sources multiples se contredisent parfois. Par exemple, pour l'enregistrement des actifs incorporels la loi fiscale prévoit une évaluation au prix d'acquisition TVA payée comprise, tandis que le principe de comptabilisation au prix de revient d'acquisition commande une inscription hors TVA récupérable[26].

De telle sorte que très souvent le comptable est placé face à un imbroglio juridique. Il est alors démuni, car si la comptabilité fut un temps définie comme "l'algèbre du Droit", encore faut-il que ce Droit soit clair et précis, ce qui est loin d'être toujours le cas en Russie.

La réforme de la comptabilité bancaire exige certes l'adoption d'un nouveau plan de comptes. Mais ce n'est pas en ceci que réside la difficulté. Les banques russes disposent de comptables qui très rapidement peuvent passer d'un cadre comptable à un autre. La partie délicate consiste à enregistrer selon des principes nouveaux à l'intérieur de ce cadre des opérations jusqu'alors inconnues, souvent aujourd'hui mal organisées dans le cadre interne. Si les grandes banques commerciales maîtrisent les nouveaux principes, il n'en va pas de même pour certaine banques de petite taille pour lesquelles les liens avec le budget de l'Etat ne sont même pas très bien isolés.

Avec la nouvelle loi sur la banque, le contrôle de la Banque centrale sur les ratios de liquidité est renforcé; ce qui en pratique signifie la tenue correcte d'une comptabilité, faute de quoi les ratios sont dépourvus de signification.

L'introduction du nouveau plan comptable apparaît en outre comme une condition d'accès de la Russie aux marchés internationaux et à l'intervention des banques russes à l'étranger. En ce sens, la Banque centrale a déjà établi des principes

---

[24] Vasil'ev, Adjoint au Président de la Commission fédérale pour les valeurs mobilières et le marché financier près le gouvernement de la Fédération russe, in Eknomika i zhizn', 1995, n° 8, p. 1.

[25] Un intéressant article sur ce point dans Ekonomika i zhizn', 1995, n° 8 p. 14 (V) bien qu'il traite plus particulièrement des entreprises.

[26] Finansovaja Gazeta, 1995, n° 4, p. 12.

reprenant ceux de l'IASC et proches de notre BAFI, des coefficients de liquidité se rapprochant du coefficient européen/Cooké ont été établis par elle et rendus obligatoires en se fondant sur les rubriques de l'actuel plan comptable. Une nouvelle loi "Des banques et de l'activité bancaire" a été adoptée fin décembre 1994 précise les ratios que doivent respecter les banques commerciales. La Banque centrale s'est vu reconnaître le droit de faire des enquêtes sur la situation des sociétés qui font des opérations bancaires sans licence et de demander leur liquidation. Des sociétés de "rating" se sont créées, en particulier la MBO Orgbank. Elles publient périodiquement un classement des banques commerciales avec le niveau de leurs principaux indices de rating.[27]

La comptabilité se trouve ainsi revalorisée[28] au sein de l'activité bancaire, d'elle dépendent tout à la fois les résultats et les perspectives de développement de la banque et son "orientation" pour les besoins de la politique de la Banque centrale. Rien d'étonnant à ce que la profession de comptable de banques soit grimpée du bas vers le haut de l'échelle des rémunérations. Du même coup, de très féminisée, elle commence à accueillir de jeunes et brillants comptables masculins! Les grands journaux économiques font une large place aux informations bancaires et aux questions comptables.

C'est dans le respect des principes comptables déjà établis par la Banque centrale, dans la modification des psychologies des comptables que réside le succès de la réforme. Le plan comptable paraît pouvoir jouer un double rôle par delà la détermination d'une terminologie précise, il devrait inclure le détail de l'enregistrement des opérations de manière à expliquer ces opérations et assurer leur bon déroulement. Il devrait ainsi servir à une introduction des mécanismes nouveaux. La presse spécialisée a déjà entrepris cette tâche dans le cadre du plan soviétique aménagé et actuellement en vigueur. Mais de tels mécanismes ne pourront véritablement s'instaurer et fonctionner de manière satisfaisante que lorsque la crise dans laquelle est actuellement plongée la Russie sera dominée et permettra à la banque de jouer son rôle d'intermédiation financière qui est le sien. Pour l'instant l'adoption d'un plan comptable adapté serait un moyen d'accélérer une rationalisation de l'activité bancaire et aussi un contrôle plus efficace de la Banque centrale comportant l'assainissement d'une profession qui pourrait être tentée, en particulier dans la conjoncture actuelle, par les sirènes des opérations hautement spéculatives et les recyclages d'argent "sale".

La prolifération des articles de pure technique comptable bancaire dans des journaux qui ne s'y intéressaient nullement antérieurement est significative de la prise

---

[27] Voir en particulier les explications concernant cette pratique in Finansovaja Gazeta, 1955, n° 1-2, p. 26.

[28] Significatif est l'article de Bakaev, Directeur du Département de méthodologie comptable et des états financières près le Ministère des finances de la Fédération russe qui souligne l'extension et l'accroissement du rôle des services et systèmes comptables dans toutes les entreprises et unités (La comptabilité aujourd'hui, Finansovaja Gazeta, 1995, n° 4, 1995, p. 2)

de conscience de l'importance du problème et de l'attente de leurs lecteurs[29]. On ne peut que souhaiter que rapidement un plan définitif soit adopté par les autorités car les commentaires de vulgarisation en l'absence de plan officiel selon les nouveaux principes et devant les carences des instructions réglementaires, conduisent parfois à des interprétations divergentes. Les grandes banques organisant d'ores et déjà des cours de formation selon les "standards internationaux", et la Banque centrale en ayant introduit l'essentiel dans ses principes généraux rendus par elle obligatoires, son application devrait être rapide et encore facilitée par la restructuration en cours qui s'accompagne de la disparition des petites banques[30].

---

[29] Nombre de publications à vocation financière sont nées, quant aux publications existantes qui ignoraient les banques, elles ont maintenant un fascicule spécial consacré aux banques, tel est le cas d'Ekonomika i zhizn' et de certaines comme la revue de comptabilité (Bukhgal'tersij utchet), traditionnellement limitée à la comptabilité des entreprises, qui en s'excusant publie de plus en plus fréquemment des articles sur la comptabilité bancaire!

[30] Il s'agit non seulement d'un des effets de la loi sur le capital minimum mais aussi des faillites et absorptions consécutives aux conséquences de la crise actuelle. Au 1er décembre 1994 le nombre de banques dont le capital social était inférieur à 100 millions de roubles n'était que de 3,9 % du total contre 13,47 % au début de l'année. Celles dont le capital est supérieur à 5 milliards de roubles est passé de 1,39% à 5,99 % au cours de l'année (Ekonomika i zhizn', 1995, n° 4, p. 6).